



Mieux comprendre  
la finance

## Dettes et déficits publics

**La plupart des États présentent des déficits publics et, en conséquence, des dettes publiques croissantes. Cette situation fait naître certaines inquiétudes, notamment suite à la faillite grecque. Pourquoi la dette publique a augmenté et faut-il craindre cette évolution ?**

### Qu'est-ce que la dette et le déficit public ?

Le secteur public (État, collectivités locales, caisses de sécurité sociale...) prélèvent des impôts et réalisent des dépenses afin d'effectuer leurs missions de service public. La différence entre les recettes et les dépenses représente le solde public. Dans la plupart des pays, ce solde est déficitaire, on parle alors de déficit public (en France en 2019, ce déficit est d'environ 3,5 % du Produit Intérieur Brut (PIB)). Quelques pays, comme l'Allemagne et les Pays-Bas, présentent un solde excédentaire.

La dette publique représente l'endettement total des administrations publiques. Elle est donc la somme des déficits publics passés. En France, la dette publique représente en 2019 près de 100 % du PIB, un niveau plus faible que le Japon (238 % du PIB) mais plus élevé que l'Allemagne (61 % du PIB).

Il convient de distinguer la dette brute et la dette nette. La dette brute (celle que nous avons mentionnée précédemment et qui est la plus commentée dans les médias) représente le total des dettes contractées par le secteur public. Cependant, les États possèdent également des actifs (bâtiments, actions d'entreprises publiques...) qu'il est intéressant de prendre en compte pour évaluer l'endettement public net. La dette nette correspond donc à la dette brute diminuée des actifs publics. En France, selon le FMI, la dette nette est de 90 % du PIB. En Norvège, la dette nette est négative pour un montant équivalent à -86 % du PIB (2019), c'est-à-dire que les actifs détenus par l'État norvégien sont largement supérieurs à la dette publique brute.

## Pourquoi la dette publique a augmenté ?

La dette publique française est passée de 60 % du PIB en 1999 à 98 % du PIB vingt ans plus tard. Une tendance similaire s'observe dans tous les pays développés à quelques rares exceptions près, comme l'Allemagne.

Cette hausse s'explique en partie par la crise bancaire de l'automne 2008 et la récession qui a suivi. A cette époque, les États ont vu leurs recettes fiscales plonger et ont simultanément augmenté leurs dépenses pour soutenir l'économie. Il en a résulté des déficits croissants qui ont atteint plus de 7 % du PIB en France en 2009.

Depuis la croissance est certes revenue, mais à un rythme trop faible pour permettre une réduction sensible de l'endettement public.

## Faut-il se préoccuper de la hausse de l'endettement public ?

Les crises entourant les finances publiques n'ont longtemps concerné que les pays en voie de développement. Cependant, la crise des dettes publiques en zone euro de 2010 à 2014 et la faillite de la Grèce ont fait naître des inquiétudes nouvelles.

Il est très difficile de prévoir la possibilité d'une crise de la dette publique. Cependant, à l'automne 2019, aucun grand pays développé ne semble directement menacé par le risque de faillite publique. L'Italie, qui a longtemps soulevé des inquiétudes du fait d'une dette publique élevée (130 % du PIB), de l'instabilité politique et d'une très faible croissance, a vu s'éloigner le risque de crise de la dette, en tous cas à court terme.

De plus, les taux d'intérêts sur les dettes publics sont très faibles, et même négatifs dans les pays considérés comme les plus sûrs. En octobre 2019, le taux à 10 ans des obligations d'État français étaient d'environ -0,3%.

Toutefois, des risques pourraient naître en cas de récession mondiale ou de remontée des taux d'intérêts.